

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 39 (2002)  
**Heft:** 1519

**Rubrik:** Suisse-Europe

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Un seul scénario: l'adhésion

**Les relations bilatérales avec l'Union européenne ne sont plus une solution d'avenir. Seule une intégration indiscutable permettra à la Suisse de défendre sa souveraineté.**

**K**aspar Villiger a fait le voyage d'Oslo. Son homologue norvégien lui aura certainement fait part de l'expérience de son pays dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE). A coup sûr, il en a souligné les avantages: contrairement à la voie bilatérale choisie par notre pays après le rejet de l'adhésion à l'EEE, ce dernier permet de faire évoluer de manière dynamique les relations entre les partenaires. C'est d'ailleurs à ce constat qu'aboutit la commission des affaires étrangères du Conseil des Etats. Dans son rapport sur les options de la politique européenne, publié en mars dernier, elle a bien dû constater que les relations bilatérales ne constituent pas une solution d'avenir, même si aujourd'hui elles apparaissent comme la seule voie politiquement praticable. En effet, l'Union européenne, tout occupée à la réforme de ses structures et à son élargissement à l'est du continent, montre de moins en moins d'in-

térêt à tisser des liens particuliers avec un partenaire à la fois isolé et dépendant d'elle. Sauf si la Suisse adopte intégralement l'acquis communautaire dans les secteurs où elle cherche un accord.

## L'option de l'adhésion

La commission a également abandonné l'idée d'un EEE bis. En effet, après la défection de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, l'Espace économique est devenu un poids plume face à Bruxelles. Et l'élargissement de l'Union ne fera qu'en aggraver la marginalisation. Par ailleurs les membres de l'EEE n'ont pas de prise sur l'élaboration des règles européennes auxquelles ils se soumettent. En Norvège, on parle de «démocratie du fax» pour qualifier l'alignement automatique sur la législation de l'Union.

Reste donc l'option de l'adhésion. Contrairement à ce que proclament nos souverainistes locaux, l'adhésion représente

la meilleure manière de défendre notre souveraineté, puisqu'elle seule nous permettrait de participer de plein droit à l'élaboration des règles communes.

L'Europe, même si elle donne parfois l'impression d'un paquebot lent à se mouvoir et privé de capitaine, ne cesse de se construire. Plus la Suisse attend, plus elle se verra en position d'adopter des politiques et d'intégrer des structures qu'elle n'aura pas contribué à façonner. Dans ces conditions, le silence radio sur ce qui reste l'objectif stratégique du Conseil fédéral n'est plus tolérable. L'argument du respect de la volonté populaire après le rejet de l'initiative «Oui à l'Europe» cache mal la paralysie des élites politiques tétanisées par l'UDC. Ce n'est pas dans huit à dix ans qu'il faut rouvrir le dossier, mais aujourd'hui même en expliquant sans relâche le coût élevé de notre isolement. *jd*

[www.europa.ch](http://www.europa.ch)

## Radio

### Forum ne mérite plus son nom

**F**orum, émission d'informations du soir sur la Première, a connu des évolutions importantes depuis quelques temps.

Changement le plus visible: le format. A l'origine, *Forum* occupait la seconde partie de la tranche entre dix-huit et dix-neuf heures et constituait un véritable forum, auquel les auditeurs pouvaient participer, en interaction avec les invités, sur un thème donné. On a ainsi pu entendre plusieurs conseillers fédéraux répondre en direct à des

questions d'actualité. Ce format en faisait le pendant suisse de l'émission *Le téléphone sonne* sur France Inter. Aujourd'hui, *Forum* a phagocyté toute la tranche horaire, les auditeurs ont disparu au profit des seuls invités et les thèmes de discussion se sont multipliés. On est ainsi passé d'un débat démocratique – avec les limites propres à ce genre d'exercice, mais qui au moins légitimait le nom de l'émission – à des interviews de représentants des différents pouvoirs.

La multiplication des thèmes implique également une diminution du temps consacré à chacun d'eux, d'où un contenu plus superficiel. La volonté de «coller» à l'actualité bouscule régulièrement le programme, réduisant d'autant la séparation entre l'information d'une part et l'analyse et le débat d'autre part.

A cette évolution du format s'ajoute le ton choisi par l'animateur principal. Son débit de parole très rapide, ses références constantes au caractère «mythique» de tel ou tel événement

même le plus anodin, la mention appuyée de ses préférences personnelles – honorables au demeurant – pour l'Allemagne, l'histoire et le catholicisme, tout cela donne une couleur bien particulière à *Forum*. A cela s'ajoute son goût pour la mise en scène de sa personne – il excelle pour rappeler aux «puissants» qu'ils «étaient ensemble» lors d'un événement passé – transformant l'émission d'information en un véritable one-man show, qui dès lors ne mérite plus son nom. *am*